

I - TAUX REGIONAUX

Taux moyens des impositions régionales proprement dites de 2009

Taxe foncière sur les propriétés bâties :	2,66%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties :	6,48%
Taxe professionnelle :	2,82%

Le nouvel article 1640 B du CGI prévoit que pour le calcul des impositions à la cotisation foncière des entreprises au titre de l'année 2010, seuls les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre votent un taux relais, dans les conditions et limites prévues par la législation en vigueur au 31 décembre 2009 pour le taux de la taxe professionnelle (à l'exception du 4 du I de l'article 1636 B sexies). L'ancien article 1636B septies VI du CGI qui fixait un taux plafond de taxe professionnelle pour les régions est caduc, ces collectivités territoriales ne votant ni taux relais en 2010, ni taux de cotisation foncière des entreprises à l'avenir.

II - TAUX DEPARTEMENTAUX

Taux moyen des impositions départementales proprement dites de 2009

Taxe d'habitation :	7,39%
Taxe foncière sur les propriétés bâties :	10,84%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties :	25,01%
Taxe professionnelle :	8,96%

Le nouvel article 1640 B du CGI prévoit que pour le calcul des impositions à la cotisation foncière des entreprises au titre de l'année 2010, seuls les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre votent un taux relais, dans les conditions et limites prévues par la législation en vigueur au 31 décembre 2009 pour le taux de la taxe professionnelle (à l'exception du 4 du I de l'article 1636 B sexies). L'ancien article 1636B septies VI du CGI qui fixait un taux plafond de taxe professionnelle pour les départements est caduc, ces collectivités territoriales ne votant ni taux relais en 2010, ni taux de cotisation foncière des entreprises à l'avenir.

III - TAUX COMMUNAUX

1 - Taux moyens et taux plafonds nationaux

	Taux moyens	Taux plafonds
Taxe d'habitation	14,97%	37,43%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	19,32%	48,30%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	45,50%	113,75%
Taxe professionnelle	16,13%	32,26%

L'article 1636B septies I du CGI prévoit, pour les communes, un taux plafond de taxe d'habitation et des taxes foncières égal à deux fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente pour la même taxe dans l'ensemble des communes du département (cf. ci-après) ou égal à deux fois et demie le taux moyen constaté au niveau national s'il est plus élevé.

La taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) n'a pas été prise en compte pour la détermination du taux moyen de taxe d'habitation. Instituée par environ 2800 communes pour 2009, elle représente une ressource incertaine en raison du contentieux qu'elle génère et du fait que les dégrèvements susceptibles d'être prononcés sont à la charge de la collectivité qui a institué la taxe.

Le nouvel article 1640 B du CGI prévoit que pour le calcul des impositions à la cotisation foncière des entreprises au titre de l'année 2010, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre votent un taux relais dans les conditions et limites prévues par la législation en vigueur au 31 décembre 2009 pour le taux de la taxe professionnelle (à l'exception du 4 du I de l'article 1636 B sexies). Le plafonnement du taux de taxe professionnelle communal prévu à l'article 1636B septies IV du CGI est donc applicable au taux relais voté en 2010. Ce taux plafond est égal à deux fois le taux moyen de taxe professionnelle constaté, l'année précédente, pour l'ensemble des communes.

Pour 2010, ce taux plafond est égal à **32,26%** (taux moyen de TP x 2).

2 - Majoration spéciale du taux communal de taxe professionnelle

Taux moyen communal proprement dit de taxe professionnelle à ne pas dépasser :	15,65%
Taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation :	16,52%
Taux maximum de la majoration spéciale : 15,39% x 5% :	0,78%

IV - DIMINUTION SANS LIEN DU TAUX DE LA TAXE D'HABITATION ET DES TAUX DES TAXES FONCIERES

1 - Communes, EPCI, départements

Selon le §-I-2 de l'article 1636B sexies du CGI, les collectivités territoriales autres que les régions sont autorisées à diminuer, sans application de la règle du lien prévue au §-I-1 du même article, le(s) taux de taxe d'habitation ou des taxes foncières qui étaient, pour l'année de référence, supérieurs à la fois :

- au taux moyen national de chaque taxe des collectivités de même type,
- au taux de taxe professionnelle de l'année précédente de la collectivité.

Pour l'application de cette mesure en 2010, les taux moyens nationaux à retenir sont les suivants :

	TH	FB	FNB
Communes et EPCI à fiscalité propre	14,97%	19,32%	45,50%
Départements	7,39%	10,84%	25,01%

L'article 1636B decies du CGI prévoit que les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, passant à la TPU, peuvent pour la première année d'application de ces dispositions voter un taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties en déliaison avec celui de la taxe d'habitation. Cette déliaison est soumise à la condition que le taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties voté l'année précédente par la commune soit inférieur de plus d'un tiers au taux moyen national constaté la même année dans l'ensemble des collectivités de même nature. Le taux communal de foncier non bâti de 2009 doit donc être inférieur à 30,33%.

2 - Régions

Selon le II de l'article 1636B sexies A, du CGI, le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties peut être diminué jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour les régions ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de taxe professionnelle de la région sans que cette diminution soit prise en compte pour l'application de la règle du lien à la baisse prévue au I b du même article.

Pour l'application de cette mesure en 2010, le taux moyen national de taxe foncière sur les propriétés bâties à retenir est le suivant : 2,66%

V - COTISATION DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

L'article 1648 D du code général des impôts régissant le calcul de la cotisation nationale de péréquation est abrogé à compter des impositions établies au titre de 2010.

VI - FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

(article 1648A du CGI)

Dans sa nouvelle rédaction, l'article 1648 A du code général des impôts prévoit qu'en 2010, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre voient leurs ressources fiscales diminuées d'un prélèvement au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle égal à la somme des prélèvements opérés en 2009 au profit de ces fonds en application de la législation en vigueur au 31 décembre 2009.

Le gel de ces prélèvements (d'origine écrêtement ou prélèvement au sens strict) rend inutile, en 2010, le calcul d'un seuil de péréquation, par habitant, des bases d'imposition de taxe professionnelle des établissements exceptionnels.

VII - TAUX MOYENS NATIONAUX DES EPCI

Les EPCI dont le taux de taxe professionnelle unique ou de zone de l'année précédente est inférieur à 75% de la moyenne de leur catégorie constaté l'année précédente au niveau national peuvent fixer leur taux de taxe professionnelle dans cette limite, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5% (cf. BOI 6 A-5-05 du 15 décembre 2005, § 43). Cette mesure est également applicable en matière de taxe professionnelle éolienne.

Les autres taux moyens sont communiqués pour information. Les taux moyens des communautés de communes à fiscalité additionnelle sont toutefois utilisés pour le calcul des avances de fiscalité locale à verser par les trésoreries générales aux nouvelles communautés de communes à fiscalité additionnelle (cf. note annuelle du bureau CL2A, en janvier).

	TH	FB	FNB	TP	TP / ZAE	75% tx TPU/TPZ
Communautés urbaines à TPU				21,76%		16,32%
Syndicats d'agglomération nouvelle				21,49%		16,12%
Communautés d'agglomération				17,24%		12,93%
Communautés de communes à TPU				13,26%		9,95%
Communautés urbaines	8,73%	11,52%	21,04%	7,12%	16,92%	12,69%
Communautés de communes	2,51%	3,78%	10,65%	2,79%	9,93%	7,45%

VIII - MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI A TP UNIQUE A TP DE ZONE ET A TP EOLIENNE

Taux moyen de taxe professionnelle à ne pas dépasser :	16,13%
Taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation :	16,52%
Taux maximum de la majoration spéciale, soit 16,13% x 5%	0,81%

IX - CALCUL DE LA COMPENSATION DE LA REDUCTION DES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES ETABLISSEMENTS CREEES EN 2009 ET IMPOSES POUR LA PREMIERE FOIS EN 2010

La loi prévoit une réfaction de la compensation versée aux collectivités au titre de la réduction de 50% des bases de taxe professionnelle des établissements créés l'année précédant l'année d'imposition.

Cette réfaction ne s'applique pas aux collectivités / EPCI dont la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant est inférieure à la moyenne nationale des bases de taxe professionnelle par habitant des collectivités / EPCI de même nature.

Moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant constatée en 2009

Communes (hors population des SAN et des EPCI ayant institué la TPU)	1 649 €
Communautés urbaines (tous régimes)	1 836 €
Syndicats d'agglomération nouvelle	3 728 €
Communautés d'agglomération	1 775 €
Communautés de communes à TPU	1 511 €
Communautés de communes hors TPU	1 369 €
Départements (hors Paris, Haute-Corse et Corse du Sud)	1 763 €
Régions (y compris les DOM, hors région Corse)	1 794 €

X – DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

La loi de finances pour 2009 a institué un dispositif visant à s'assurer que le montant des concours financiers de l'Etat en faveur des collectivités territoriales progresse au même rythme que la norme que l'Etat s'est fixée pour ses propres dépenses. Cet ajustement est opéré au moyen d'une baisse de certaines compensations d'exonérations de fiscalité locale.

Ces compensations se répartissent en trois groupes :

- Celles qui jouaient historiquement un rôle de variable d'ajustement
- Celles qui sont devenues des variables d'ajustement à partir de 2009
- Celles qui ne jouent aucun rôle d'ajustement.

1^{er} groupe :

Le rôle de variable d'ajustement était historiquement dévolu à la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) hors RCE. La DCTP hors RCE correspond aux compensations versées au titre :

- du plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle de 1983,
- de la diminution de 20 à 18% de la fraction imposable des salaires,
- de l'abattement de 16% des bases de taxe professionnelle.

La baisse continue de la DCTP depuis 1996 a fini par amoindrir l'efficacité de l'équilibrage escompté. L'article 36 de la loi de finances pour 2008 a donc élargi l'assiette supportant l'ajustement, par adjonction des trois compensations suivantes à la DCTP :

- allocation liée à la réduction des bases pour création d'établissement (RCE)
- allocation liée à la réduction de la fraction imposable des recettes (de 10 à 6%)
- dotations de compensation des exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties afférentes aux terrains agricoles (départements et régions, hors Corse).

2^{ème} groupe :

Avec la loi de finances pour 2009, toutes les allocations visant à compenser une exonération de fiscalité locale sont susceptibles de jouer un rôle de variable d'ajustement. Comme pour les compensations du premier groupe, leur calcul intègre donc la prise en compte d'un coefficient de minoration. Les allocations concernées sont les suivantes :

Taxe foncière sur les propriétés bâties

- Personnes âgées et personnes de conditions modestes
- Abattement de 30 % pour les logements situés dans les zones urbaines sensibles (ZUS)
- Logements faisant l'objet de baux à réhabilitation
- Exonération de cinq ans dans les zones franches urbaines
- Exonérations de 10, 15, 20, 25 ou 30 ans des logements à caractère social

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

- Terrains plantés en bois
- Terrains situés dans certaines zones humides ou naturelles / Natura 2000

Taxe professionnelle

- Zones de revitalisation rurale (ZRR)
- Zone de redynamisation Urbaine (ZRU)
- Zones franches urbaines (ZFU), hors celles de Corse

3^{ème} groupe :

Par exception au principe posé au point précédent, les allocations suivantes restent calculées selon les méthodes habituelles, sans intervention d'un coefficient de minoration :

Taxe foncière sur les propriétés bâties

- Constructions antisismiques dans les DOM
- Zones franches dans les DOM

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

- Parts départementale et régionale sur les terres agricoles en Corse
- Parts communale et intercommunale sur les terres agricoles

– Parcs nationaux dans les DOM

– Zones franches dans les DOM

Taxe d'habitation

– Personnes âgées ou de conditions modestes

Taxe professionnelle

– Suppression de la part départementale en Corse

– Investissement dans les PME en Corse

– Zone franche de Corse

– Abattement de 25 % pour les établissements en Corse

– Zones franches dans les DOM

Pour 2010, les coefficients de minoration s'établissent de la manière suivante :

Groupe 1	Communes standard (*)	Autres collectivités
DCTP (hors RCE)	0.909395	0.909395
RCE / BNC	0.595986	0.595986

(*) En 2009, certaines communes « défavorisées » (potentiel financier 2008 par habitant inférieur à 95% du potentiel financier moyen par habitant de leur strate démographique et DCTP représentant plus de 5% de leur DGF) bénéficiaient d'une modération de la minoration. Ce dispositif n'est pas reconduit.

Groupe 1	Coeff. standard Dep/ Rég	Coefficient bonifié (*)
Terres agricoles (parts départementales et régionales (hors Corse)	0.595986	0.783130

(*) Depuis 2008, le coefficient bonifié concerne les dix-huit départements pour lesquels la dotation de compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties afférentes aux terrains agricoles (hors Corse) est supérieure à 4,5 % du produit de leurs recettes fiscales directes (Aisne, Aveyron, Cantal, Creuse, Eure, Gers, Indre, Lot, Lot et Garonne, Lozère, Manche, Meuse, Haute Marne, Mayenne, Nièvre, Orne, Haute Saône et Yonne)

Groupe 2	Toutes collectivités
Toutes compensations	0.784023

NB : à l'exception du coefficient DCTP (hors RCE), tous les coefficients traduisent une évolution cumulée

Réfaction de la compensation 16% :

La compensation de l'abattement de 16% peut subir une réfaction en fonction de l'indice de progression du produit des rôles généraux de taxe professionnelle, majoré de certaines compensations, de chaque collectivité entre 1987 et 2009.

Les coefficients permettant de déterminer l'application de la réfaction et de son taux (15%, 35% ou 50%) pour 2008 sont les suivants :

- inférieur ou égal à 2,83 : pas de réfaction (allocation brute = allocation nette),
- supérieur à 2,83 mais inférieur ou égal à 4,09 : réfaction 15%,
- supérieur à 4,09 mais inférieur ou égal à 6,82 : réfaction 35%,
- supérieur à 6,82 : réfaction 50%.

Ces coefficients sont intégrés automatiquement dans le logiciel de calcul des allocations.

XI - COMPENSATION VERSEE AUX REGIONS AU TITRE DE L'EXONERATION DE TAXE D'HABITATION DES PERSONNES DE CONDITION MODESTE (ECF)

La compensation de 2010 est égale à celle de l'année 2009 revalorisée en fonction du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement, soit 0,6% (2% en 2009).

XII - COMPENSATIONS REVENANT AU FDPTP (ABATTEMENT 16%, SUPPRESSION DE LA PART SALAIRES, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE)

L'ensemble des compensations susceptibles d'être calculées au profit du FDPTP sont minorées, pour 2010, par application d'un coefficient d'évolution négatif :

	Allocation 16%	CPS	Aménagement du territoire (*)
FDPTP	0.909395	0.529479	0.784023

(*) hors allocations spécifiques de Corse

NB : à l'exception du coefficient 16%, tous les coefficients traduisent une évolution cumulée

Rappel : Depuis 2004, la compensation suppression salaires (CPS) est intégrée dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) gérée par la DGCL, sauf pour le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP).

XIII - ACTUALISATION DU SOLDE DU PRÉLÈVEMENT FRANCE-TÉLÉCOM

Le solde du prélèvement France-Télécom imputé sur les recettes des EPCI est actualisé en fonction du taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes, communiqué ultérieurement dans le cadre du Comité des finances locales.

Remarque : Le report du solde du prélèvement France-Télécom ne concerne que les EPCI.

A - TAUX MOYENS COMMUNAUX CONSTATES, AU NIVEAU NATIONAL, EN 2009

	T.H	T.F.P.B.	T.F.P.N.B.	T.P.
Taux moyens communaux	14,97%	19,32%	45,50%	16,13%
Taux plafonds communaux	37,43%	48,30%	113,75%	32,26%

B - TAUX MOYENS COMMUNAUX CONSTATES, AU NIVEAU DEPARTEMENTAL, EN 2009

Pour information :

- les taux plafonds sont précédés d'un astérisque lorsqu'ils sont plus élevés que les taux nationaux.
- les taux moyens constatés au niveau du département doivent être saisis chaque année par le SFDL.

DEPARTEMENTS		TH		TFPB		TFPNB		TP
		Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens
010	AIN	11,27	28,18	14,19	35,48	43,41	108,53	12,32
020	AISNE	17,09*	42,73	21,05*	52,63	29,46	73,65	13,27
030	ALLIER	13,87	34,68	18,07	45,18	32,16	80,40	15,66
040	ALPES-DE HTE PROVENCE	11,42	28,55	26,34*	65,85	60,47*	151,18	18,74
050	ALPES (HAUTES-)	12,42	31,05	27,10*	67,75	100,65*	251,63	15,33
060	ALPES-MARITIMES	17,49*	43,73	17,50	43,75	26,36	65,90	19,98
070	ARDECHE	11,16	27,90	16,86	42,15	71,34*	178,35	14,29
080	ARDENNES	16,01*	40,03	24,00*	60,00	27,86	69,65	14,67
090	ARIEGE	11,18	27,95	19,62*	49,05	99,86*	249,65	21,32
100	AUBE	14,23	35,58	20,73*	51,83	18,66	46,65	10,67
110	AUDE	15,62*	39,05	32,77*	81,93	101,01*	252,53	19,00
120	AVEYRON	11,15	27,88	19,36*	48,40	76,11*	190,28	16,06
130	BOUCHES-DU-RHONE	21,59*	53,98	24,44*	61,10	42,66	106,65	22,68
140	CALVADOS	12,12	30,30	24,43*	61,08	30,45	76,13	13,58
150	CANTAL	14,82	37,05	23,53*	58,83	84,98*	212,45	17,29
160	CHARENTE	11,18	27,95	24,37*	60,93	49,10*	122,75	13,15
170	CHARENTE-MARITIME	12,25	30,63	24,39*	60,98	49,99*	124,98	15,93
180	CHER	14,74	36,85	20,16*	50,40	34,42	86,05	14,73
190	CORREZE	11,05	27,63	22,37*	55,93	82,45*	206,13	17,33
2A0	CORSE-DU-SUD	15,44*	38,60	12,48	31,20	67,34*	168,35	21,30
2B0	HAUTE-CORSE	16,29*	40,73	15,44	38,60	61,87*	154,68	20,38
210	COTE-D'OR	12,86	32,15	20,90*	52,25	31,60	79,00	13,88
220	COTES-D'ARMOR	17,82*	44,55	21,34*	53,35	70,79*	176,98	15,17
230	CREUSE	12,63	31,58	16,90	42,25	54,29*	135,73	14,92
240	DORDOGNE	11,10	27,75	26,27*	65,68	79,63*	199,08	14,51
250	DOUBS	13,36	33,40	18,17	45,43	20,12	50,30	14,11
260	DROME	11,55	28,88	17,53	43,83	52,92*	132,30	13,10
270	EURE	12,40	31,00	26,05*	65,13	45,09	112,73	13,18
280	EURE -ET-LOIR	13,35	33,38	23,46*	58,65	28,88	72,20	11,92
290	FINISTERE	16,96*	42,40	20,21*	50,53	42,86	107,15	15,41
300	GARD	16,22*	40,55	23,66*	59,15	66,22*	165,55	18,08
310	GARONNE (HAUTE-)	15,61*	39,03	21,27*	53,18	84,94*	212,35	19,54
320	GERS	14,05	35,13	29,88*	74,70	87,91*	219,78	16,39
330	GIRONDE	18,17*	45,43	24,59*	61,48	48,96*	122,40	22,16
340	HERAULT	18,32*	45,80	26,73*	66,83	77,62*	194,05	21,90
350	ILLE-ET-VILAINE	17,66*	44,15	20,28*	50,70	42,05	105,13	15,51
360	INDRE	14,83	37,08	20,86*	52,15	38,23	95,58	15,21
370	INDRE-ET-LOIRE	16,37*	40,93	20,15*	50,38	42,55	106,38	13,73
380	ISERE	13,20	33,00	26,22*	65,55	56,29*	140,73	16,99
390	JURA	10,18	25,45	18,76	46,90	28,71	71,78	9,04
400	LANDES	15,96*	39,90	17,98	44,95	47,17*	117,93	15,41
410	LOIR-ET-CHER	15,48*	38,70	24,30*	60,75	46,55*	116,38	14,10
420	LOIRE	12,99	32,48	20,41*	51,03	38,65	96,63	15,67
430	LOIRE (HAUTE-)	11,23	28,08	18,13	45,33	65,92*	164,80	13,32

DEPARTEMENTS		TH		TFPB		TFPNB		TP
		Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens	Taux plafonds	Taux moyens
440	LOIRE-ATLANTIQUE	19,14	* 47,85	21,06	* 52,65	49,34	* 123,35	18,42
450	LOIRET	16,33	* 40,83	25,89	* 64,73	41,68	104,20	14,54
460	LOT	10,06	25,15	21,14	* 52,85	134,85	* 337,13	15,78
470	LOT-ET-GARONNE	12,45	31,13	25,51	* 63,78	78,64	* 196,60	16,02
480	LOZERE	8,80	22,00	19,87	* 49,68	174,31	* 435,78	14,07
490	MAINE-ET-LOIRE	15,21	* 38,03	25,27	* 63,18	40,28	100,70	13,91
500	MANCHE	14,19	35,48	23,07	* 57,68	38,91	97,28	9,35
510	MARNE	20,43	* 51,08	26,03	* 65,08	22,03	55,08	15,87
520	MARNE (HAUTE-)	12,70	31,75	24,75	* 61,88	24,26	60,65	11,75
530	MAYENNE	17,20	* 43,00	25,65	* 64,13	42,04	105,10	14,40
540	MEURTHE-ET-MOSELLE	15,87	* 39,68	17,40	43,50	23,41	58,53	16,35
550	MEUSE	12,07	30,18	21,62	* 54,05	32,24	80,60	10,06
560	MORBIHAN	13,43	33,58	22,08	* 55,20	46,07	* 115,18	13,37
570	MOSELLE	13,88	34,70	14,11	35,28	48,25	* 120,63	11,67
580	NIEVRE	12,83	32,08	18,47	46,18	35,52	88,80	13,32
590	NORD	26,25	* 65,63	24,96	* 62,40	50,82	* 127,05	20,52
600	OISE	13,67	34,18	25,65	* 64,13	50,83	* 127,08	14,00
610	ORNE	11,84	29,60	20,98	* 52,45	34,69	86,73	9,91
620	PAS-DE-CALAIS	18,78	* 46,95	26,25	* 65,63	45,32	113,30	17,14
630	PUY-DE-DOME	13,83	34,58	19,05	47,63	73,89	* 184,73	14,69
640	PYRENEES-ATLANTIQUES	14,93	37,33	14,97	37,43	35,50	88,75	18,85
650	PYRENEES (HAUTES-)	12,05	30,13	18,16	45,40	50,53	* 126,33	18,03
660	PYRENEES-ORIENTALES	13,89	34,73	20,27	* 50,68	47,40	* 118,50	18,55
670	BAS-RHIN	16,31	* 40,78	15,86	39,65	55,93	* 139,83	14,25
680	HAUT-RHIN	13,10	32,75	15,22	38,05	59,40	* 148,50	13,32
690	RHONE	18,40	* 46,00	18,37	45,93	36,48	91,20	18,99
700	SAONE (HAUTE-)	7,53	18,83	16,28	40,70	30,08	75,20	8,31
710	SAONE-ET-LOIRE	13,80	34,50	21,92	* 54,80	40,36	100,90	14,11
720	SARTHE	15,99	* 39,98	22,12	* 55,30	35,40	88,50	14,70
730	SAVOIE	11,57	28,93	20,03	* 50,08	88,14	* 220,35	20,18
740	SAVOIE (HAUTE-)	12,80	32,00	14,31	35,78	59,30	* 148,25	15,98
760	SEINE-MARITIME	15,82	* 39,55	25,14	* 62,85	39,70	99,25	14,67
790	DEUX-SEVRES	16,25	* 40,63	22,73	* 56,83	57,93	* 144,83	14,59
800	SOMME	15,22	* 38,05	24,23	* 60,58	38,82	97,05	13,48
810	TARN	11,75	29,38	24,49	* 61,23	74,50	* 186,25	17,81
820	TARN-ET-GARONNE	11,76	29,40	26,01	* 65,03	111,47	* 278,68	24,16
830	VAR	14,55	36,38	21,06	* 52,65	62,52	* 156,30	20,36
840	VAUCLUSE	14,40	36,00	21,73	* 54,33	51,83	* 129,58	22,11
850	VENDEE	15,56	* 38,90	17,11	42,78	42,65	106,63	13,54
860	VIENNE	17,80	* 44,50	21,07	* 52,68	38,71	96,78	16,35
870	VIENNE (HAUTE-)	15,07	* 37,68	18,19	45,48	64,99	* 162,48	16,30
880	VOSGES	13,65	34,13	17,68	44,20	26,91	67,28	11,20
890	YONNE	12,64	31,60	19,29	48,23	41,32	103,30	12,02
900	BELFORT (TERRITOIRE DE)	12,90	32,25	15,00	37,50	49,08	* 122,70	16,34
750	PARIS	9,59	23,98	7,75	19,38	14,72	36,80	13,46
770	SEINE-ET-MARNE	15,52	* 38,80	23,99	* 59,98	48,10	* 120,25	15,16
780	YVELINES	12,69	31,73	14,84	37,10	55,24	* 138,10	14,03
910	ESSONNE	15,97	* 39,93	18,12	45,30	62,21	* 155,53	15,72
920	HAUTS-DE-SEINE	11,71	29,28	11,83	29,58	18,30	45,75	12,99
930	SEINE-SAINT-DENIS	16,05	* 40,13	20,64	* 51,60	39,75	99,38	22,59
940	VAL-DE-MARNE	14,81	37,03	19,21	48,03	54,36	* 135,90	21,12
950	VAL-D'OISE	15,41	* 38,53	19,67	* 49,18	59,67	* 149,18	16,17
971	GUADELOUPE	15,04	* 37,60	25,83	* 64,58	70,77	* 176,93	15,09
972	MARTINIQUE	17,72	* 44,30	26,18	* 65,45	23,51	58,78	13,42
973	GUYANE	14,09	35,23	24,63	* 61,58	54,08	* 135,20	6,92
974	REUNION	19,42	* 48,55	26,88	* 67,20	31,05	77,63	18,18
TOTAL		14,97	37,43	19,32	48,30	45,50	113,75	16,13

**COMPENSATION DE LA REDUCTION DES BASES DE TAXE
PROFESSIONNELLE DES ETABLISSEMENTS CREEES EN 2009
(DEPARTEMENTS)**

DEPARTEMENTS		BASES TP	POPULATION GLOBALE	BASES DEP PAR HABITANT (1)
010	AIN	1 270 997 401	583 595	* 2 178
020	AISNE	839 954 216	552 216	1 521
030	ALLIER	524 081 079	354 231	1 479
040	ALPES-DE HTE PROVENCE	251 874 222	159 681	1 577
050	ALPES (HAUTES-)	202 358 877	135 824	1 490
060	ALPES-MARITIMES	1 488 967 572	1 087 863	1 369
070	ARDECHE	530 790 167	316 168	1 679
080	ARDENNES	690 995 290	294 635	* 2 345
090	ARIEGE	211 531 607	151 477	1 396
100	AUBE	626 700 022	308 503	* 2 031
110	AUDE	369 246 555	350 198	1 054
120	AVEYRON	435 127 738	285 177	1 526
130	BOUCHES-DU-RHONE	3 980 414 522	1 963 988	* 2 027
140	CALVADOS	1 076 309 909	687 348	1 566
150	CANTAL	175 811 860	155 998	1 127
160	CHARENTE	629 800 502	360 170	1 749
170	CHARENTE-MARITIME	651 094 977	616 708	1 056
180	CHER	537 287 089	323 579	1 660
190	CORREZE	353 549 278	249 000	1 420
2A0	CORSE-DU-SUD			
2B0	HAUTE-CORSE			
210	COTE-D'OR	913 454 605	531 211	1 720
220	COTES-D'ARMOR	689 122 053	591 883	1 164
230	CREUSE	109 975 427	128 492	856
240	DORDOGNE	502 190 010	416 729	1 205
250	DOUBS	1 196 880 007	531 607	* 2 251
260	DROME	1 021 707 057	483 120	* 2 115
270	EURE	1 092 741 693	582 034	* 1 877
280	EURE -ET-LOIR	726 040 161	433 053	1 677
290	FINISTERE	1 111 635 880	913 309	1 217
300	GARD	926 935 645	698 698	1 327
310	GARONNE (HAUTE-)	2 118 040 243	1 207 642	1 754
320	GERS	210 732 710	188 524	1 118
330	GIRONDE	2 171 475 242	1 421 659	1 527
340	HERAULT	1 104 085 272	1 018 958	1 084
350	ILLE-ET-VILAINE	1 718 493 081	970 580	* 1 771
360	INDRE	332 586 425	240 565	1 383
370	INDRE-ET-LOIRE	991 433 084	595 100	1 666
380	ISERE	2 905 209 081	1 195 585	* 2 430
390	JURA	532 725 477	267 941	* 1 988
400	LANDES	648 685 777	375 869	1 726
410	LOIR-ET-CHER	626 968 479	335 749	* 1 867
420	LOIRE	1 156 185 422	759 605	1 522
430	LOIRE (HAUTE-)	351 473 509	227 741	1 543
440	LOIRE-ATLANTIQUE	2 152 410 614	1 268 173	1 697
450	LOIRET	1 399 224 182	663 219	* 2 110
460	LOT	188 888 325	176 021	1 073
470	LOT-ET-GARONNE	410 791 416	333 555	1 232
480	LOZERE	86 424 257	80 965	1 067
490	MAINE-ET-LOIRE	1 029 592 162	790 659	1 302
500	MANCHE	1 277 403 676	509 952	* 2 505

(1) les départements dont la moyenne des bases TP par habitant est supérieure à la moyenne départementale NATIONALE sont précédés d'un astérisque.

DEPARTEMENTS		BASES TP	POPULATION GLOBALE	BASES DEP PAR HABITANT (1)
510	MARNE	1 068 720 125	580 390	* 1 841
520	MARNE (HAUTE-)	336 053 699	194 828	1 725
530	MAYENNE	529 650 771	309 106	1 713
540	MEURTHE-ET-MOSELLE	1 129 250 921	738 974	1 528
550	MEUSE	322 331 407	200 198	1 610
560	MORBIHAN	939 133 648	717 826	1 308
570	MOSELLE	2 462 529 408	1 058 410	* 2 327
580	NIEVRE	299 664 957	229 726	1 304
590	NORD	5 323 561 206	2 607 356	* 2 042
600	OISE	1 500 261 307	812 454	* 1 847
610	ORNE	446 515 447	303 000	1 474
620	PAS-DE-CALAIS	2 518 822 933	1 481 429	1 700
630	PUY-DE-DOME	1 181 524 272	641 168	* 1 843
640	PYRENEES-ATLANTIQUES	999 538 924	657 678	1 520
650	PYRENEES (HAUTES-)	274 749 768	236 091	1 164
660	PYRENEES-ORIENTALES	422 004 912	440 885	957
670	BAS-RHIN	2 350 325 317	1 096 711	* 2 143
680	HAUT-RHIN	1 936 134 221	750 893	* 2 578
690	RHONE	3 495 461 713	1 700 438	* 2 056
700	SAONE (HAUTE-)	352 899 926	243 458	1 450
710	SAONE-ET-LOIRE	948 477 566	569 083	1 667
720	SARTHE	1 032 574 366	568 708	* 1 816
730	SAVOIE	1 097 092 125	416 123	* 2 636
740	SAVOIE (HAUTE-)	1 565 575 071	717 735	* 2 181
760	SEINE-MARITIME	3 798 792 623	1 269 310	* 2 993
790	DEUX-SEVRES	522 062 811	371 747	1 404
800	SOMME	1 060 840 118	577 499	* 1 837
810	TARN	416 547 725	377 500	1 103
820	TARN-ET-GARONNE	349 300 898	233 360	1 497
830	VAR	953 796 286	1 002 739	951
840	VAUCLUSE	777 780 383	546 755	1 423
850	VENDEE	1 026 819 939	616 707	1 665
860	VIENNE	733 802 871	430 231	1 706
870	VIENNE (HAUTE-)	539 405 199	376 045	1 434
880	VOSGES	842 493 738	393 799	* 2 139
890	YONNE	518 855 205	351 273	1 477
900	BELFORT (TERRITOIRE DE)	230 476 628	144 659	1 593
750	PARIS			
770	SEINE-ET-MARNE	2 454 510 685	1 294 762	* 1 896
780	YVELINES	3 136 209 848	1 421 389	* 2 206
910	ESSONNE	2 243 661 531	1 214 290	* 1 848
920	HAUTS-DE-SEINE	5 014 356 030	1 552 943	* 3 229
930	SEINE-SAINT-DENIS	2 448 072 373	1 503 536	1 628
940	VAL-DE-MARNE	1 927 901 826	1 310 345	1 471
950	VAL-D'OISE	1 678 160 807	1 172 742	1 431
971	GUADELOUPE	413 688 110	440 884	938
972	MARTINIQUE	445 672 078	403 820	1104
973	GUYANE	151 971 224	208 171	730
974	REUNION	744 903 842	791 321	941
TOTAL		109 576 089 392	62 153 052	1 763

(1) les départements dont la moyenne des bases TP par habitant est supérieure à la moyenne départementale NATIONALE sont précédés d'un astérisque.

**COMPENSATION DE LA REDUCTION DES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE
DES ETABLISSEMENTS CREEES EN 2009 (REGIONS)**

MOYENNE REGIONALE NATIONALE	115 467 940 803 €	64 354 630	1 794 €
	Régions		Moyenne des bases TP régionales par habitant (1)
---->	ALSACE Bas-Rhin, Haut-Rhin	*	2 320
---->	AQUITAINE Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques		1 478
---->	AUVERGNE Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme		1 623
---->	BOURGOGNE Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne		1 592
---->	BRETAGNE Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan		1 398
---->	CENTRE Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret		1 780
---->	CHAMPAGNE-ARDENNES Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne	*	1 974
---->	FRANCHE-COMTE Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort	*	1 949
---->	LANGUEDOC-ROUSSILLON Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales		1 124
---->	LIMOUSIN Corrèze, Creuse, Haute-Vienne		1 331
---->	LORRAINE Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges	*	1 986
---->	MIDI-PYRENEES Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne		1 472
---->	NORD-PAS-DE-CALAIS Nord, Pas-de-Calais	*	1 920
---->	BASSE-NORMANDIE Calvados, Manche, Orne	*	1 851
---->	HAUTE-NORMANDIE Eure, Seine-Maritime	*	2 649
---->	PAYS-DE-LOIRE Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée		1 618
---->	PICARDIE Aisne, Oise, Somme		1 750
---->	POITOU-CHARENTES Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne		1 426
---->	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse		1 564
---->	RHONE-ALPES Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie	*	2 110
---->	ILE-DE-FRANCE Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise	*	2 128
---->	GUADELOUPE		937
---->	MARTINIQUE		1104
---->	GUYANE		1031
---->	REUNION		941

(1) Les régions dont la moyenne des bases TP par habitant est supérieure à la moyenne NATIONALE sont précédées d'un astérisque